

Qui veut faire du Sahel un nouvel Afghanistan ?

Article paru dans la revue « Défense-Union IHEDN » n° 149, 01-02/2011, Paris.

Il n'est pas question ici de faire le procès de la colonisation en Afrique mais force est de constater qu'elle a laissé derrière elle dans le Golfe de Guinée et au Sahel des États faibles, souvent trop petits pour disposer de ressources suffisantes, parfois trop grands pour être administrés de façon efficace compte tenu de leurs moyens. Obéissant à une logique d'exploration qui partait de points de débarquement sur la bordure maritime pour pénétrer vers l'intérieur, les puissances européennes ont tracé dans cette région des frontières perpendiculaires à la côte alors que les communautés culturelles, ethniques ou religieuses s'y répartissaient plutôt en strates parallèles à la mer. À la faiblesse des États s'ajoute donc un manque d'homogénéité et des connivences transfrontalières peu propices à l'édification de solidarités nationales, ce qui constitue autant de facteurs de conflits. La résultante de ces handicaps cumulés, aggravés par diverses formes de pratiques prédatrices post coloniales, s'analyse en l'évolution progressive de la région vers une situation de « zone grise » instable, laissée à l'abandon par des États défaillants, livrée aux affrontements civils et militaires locaux ou régionaux, concédée de fait au banditisme, aux trafics, à la violence politique.

Le premier facteur d'instabilité de la zone tient d'abord à la défaillance politique d'États qui, faute de moyens matériels et humains ainsi que de volonté politique nationale, se montrent souvent incapables d'assurer leurs fonctions régaliennes sur tout ou partie de leur territoire. Ils n'y sont d'ailleurs guère encouragés du fait du manque d'homogénéité sociologique de leurs pays respectifs le plus souvent exprimé en un accaparement du pouvoir par une minorité communautaire qui s'efforce de maintenir les autres en état de faiblesse et ne manifeste donc que peu d'intérêt pour les problèmes collectifs, en particulier les problèmes de sécurité et de défense.

Ce n'est pas que les États de la région manquent d'armes, bien au contraire. On assiste depuis la fin des années soixante à une militarisation croissante et désordonnée de la zone dans des proportions sans commune mesure avec les enjeux de défense potentiels. Encouragée par les débordements des rivalités Est-Ouest et Nord-Sud ainsi que par les appétits spéculatifs des industriels de l'armement occidentaux, cette inflation militaire ne trouve en définitive d'expression que dans des conflits d'ordre interne. Instruments de suprématie, de prestige et de rente au profit des oligarchies dominantes, les armées nationales de l'Afrique subsaharienne sont essentiellement destinées à assurer la protection des clans au pouvoir, dont leurs plus hauts cadres font souvent partie, ainsi qu'à sécuriser leurs sources de revenus. Et quand, pour une raison ou une autre, le pouvoir se délite, ces armées prétoriennes s'autonomisent ou se criminalisent en contribuant ainsi un peu plus à l'instabilité générale.

En l'absence de structures étatiques efficaces et fiables, l'ordre public et social est alors assuré dans les « zones grises » par des groupes « privés » à vocation révolutionnaire, criminelle ou idéologique, gangs, sectes ou mafias, seuls capables, dans de nombreuses sous-régions, d'assurer diverses formes d'encadrement économique et social appuyées sur des instruments de contrainte de type militaire essentiellement mises au service de trafics transfrontaliers, de prédation locale et de coups de main mercenaires. Longtemps considérée en Occident comme marginale et presque folklorique, cette instabilité chronique de la zone a pris une dimension nouvelle dans le sillage de la « guerre à la terreur » décrétée par l'administration américaine au lendemain des attentats du 11 septembre.

Face au trouble de l'Occident et à l'inquiétude de régimes locaux plus ou moins légitimes, tous les contestataires de l'ordre politique, économique et social de la zone – que leurs motivations soient idéologiques ou relèvent du simple banditisme – ont vite compris qu'ils devaient se réclamer d'Al-Qaïda s'ils voulaient être pris au sérieux, reconnus, respectés et si possible obtenir par leurs exploits l'aide de généreux donateurs des pays arabes les plus

réactionnaires. Parallèlement, tous les gouvernements de la région ont également compris qu'ils avaient tout intérêt à faire passer leurs opposants politiques et leurs délinquants en général pour des adeptes de l'organisation mythique s'ils voulaient pouvoir les réprimer tranquillement et même avec l'assistance active des pays occidentaux.

C'est ainsi qu'on a assisté à la création d'une « Al-Qaïda au Maghreb Islamique » (AQMI) plus ou moins auto proclamée qui n'a de « maghrébin » que le nom puisqu'elle est à 99% constituée d'Algériens issus du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat). Regroupant pêle-mêle des activistes islamistes violents, des déserteurs de l'armée algérienne, des trafiquants et autres bandits de grand chemin bien connus, le GSPC a toujours inscrit son action dans le cadre des aléas et vicissitudes des rapports de force internes à l'Algérie et, à l'extérieur, dans une seule confrontation avec les intérêts de la France où il sait pouvoir trouver des connivences dans le vivier immigré. Son adhésion proclamée à la Qaïda ne semble pas avoir modifié et encore moins internationalisé son recrutement et ses pratiques.

D'une manière générale, l'action d'AQMI tient plus de la « piraterie barbaresque » (trafics d'armes, de biens de consommation divers et surtout de drogues, racket des transporteurs, commerçants et entrepreneurs, prises d'otages contre rançon) que de la *doxa* salafiste. Ses revendications « idéologiques » (abrogation des lois européennes sur le port du voile, libération des militants islamistes violents, etc.), d'ailleurs soutenues avec mollesse, ainsi que ses proclamations répétées d'allégeance à la mouvance de Ben Laden et Ayman Zawahiri semblent d'abord destinées à lui donner un paravent idéologique islamique pour ses activités criminelles. Ayant un peu « déserté » la Kabylie et les environs d'Alger devenus trop risqués, le GSPC, guérilla dégénérée sous le nom d'AQMI, est devenue le premier mouvement criminel d'une certaine envergure à exploiter l'instabilité du Sahel et la défaillance des États aux frontières sud de l'Algérie.

Si sa stratégie s'avère « payante », dans tous les sens du terme, elle le doit d'abord aux erreurs de jugement de l'Occident inscrites dans les dogmes de la « guerre à la terreur ». En ne voulant voir dans AQMI qu'une émanation locale d'une internationale terroriste vouée au seul *djihad* contre les infidèles, l'Occident déploie contre elle des moyens militaires et technologiques considérables mais inadaptés, apparaît par sa présence renforcée comme un soutien à des régimes contestés, et s'interdit d'en rechercher les véritables motivations, les objectifs et les inspireurs. En présentant « l'enlèvement des Français au Niger » comme « un signal de Ben Laden à la France », la presse hexagonale occulte le fait que ce sont sept employés d'Areva, pas tous Français, qui ont été kidnappés et que – au delà des formules idéologiques incantatoires - et sans préjudice de la considérable rançon qu'il faudra bien verser pour désintéresser les exécutants, ce sont d'abord la position et les intérêts du géant français du nucléaire dans un pays fragile du Sahel qui sont visés. Encore faudrait-il chercher à savoir par qui et pourquoi, ce qu'interdit l'obnubilation de l'Occident pour la menace islamiste.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on assiste pourtant aux mêmes dérives criminelles violentes dans le sud du Nigeria autour des ressources pétrolières, dans l'aire guinéenne autour des diamants, peut-être demain en Côte d'Ivoire. Ces phénomènes ne pouvant décemment être rattachés à l'activisme islamique comme on le fait avec complaisance et aveuglement pour la piraterie somalienne dans l'Océan indien, ils ne suscitent que peu d'émotion, un intérêt médiatique limité, et ne donnent lieu à aucune stratégie internationale concertée de prévention et de défense. La contestation politique violente inspirée par le fondamentalisme islamique existe et on ne saurait la négliger. Elle ne doit cependant pas devenir l'arbre qui cache la forêt de l'instabilité, voire de l'effondrement, économique, politique et social de pays du Sahel minés par leurs propres contradictions internes et par les appétits spéculatifs et rivaux de puissances extérieures. À trop vouloir considérer le Sahel comme un nouvel Afghanistan, le risque pour l'Occident est de voir son fantasme devenir réalité.

Alain Chouet
Décembre 2010